



PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

*Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement*

Chartres, le 30 avril 2015

*Unité territoriale d'Eure-et-Loir*

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir  
Pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSÉES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'AUTORISATION  
EN RÉGULARISATION D'UNE UNITÉ DE PRODUCTION DE PAINS CRUS SURGELÉS

**SOCIÉTÉ PANAVI**  
N°ICPE 06197

COMMUNES DE **GARANCIÈRES-EN-BEAUCE**

Par lettre en date du 15/02/2010 Monsieur Olivier RAYNAUD, agissant en qualité de responsable d'établissement de la Société PANAVI S.A.S, dont le siège social est actuellement situé S.A.S PANAVI Z.A Montigné Est , 35370 TORCE, sollicite l'autorisation d'exploiter un établissement de production de pains crus surgelés en ZA de la Haute Epine, parcelle n°32, la Haute Epine, 28700 Garancières-en-Beauce dans le cadre d'une régularisation d'autorisation suite à la modification des conditions d'exploitation (remplacement des installations de réfrigération par une installation fonctionnant à l'ammoniac et augmentation des niveaux d'activités au-delà du seuil d'autorisation).

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 15/03/2010 complété le 20/02/2014 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 11/04/2014.

## **1 OBJET DE LA DEMANDE**

### **1.1 Nature et volume des activités**

Le site PANAVI est classé au titre de la nomenclature des installations classées pour les rubriques suivantes :

- Emploi d'ammoniac (1136-B) : 2,052 tonnes
- Préparation de produits alimentaires d'origine végétale (2220) : 80 tonnes/jour
- Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (2921-2) : 1 condenseur évaporatif NH3 du type « circuit primaire fermé »

### **1.2 Description de l'établissement et historique administratif**

PANAVI exploite une unité de production de pains crus surgelés. Le site de production fabrique trois types de pains, le pain parisien, la baguette et la flûte.

Le site de PANAVI est implanté sur la zone d'activités de Garancières-en-Beauce. La zone artisanale est implantée au Nord du territoire communal de Garancières-en-Beauce, à 1,8 km du centre-bourg. Elle est située en limite des communes de Châtignonville au Nord à 1,5 km, Authon-la-plaine à l'Est (Essonnes) à 1,9 km et d'Allainville à l'Ouest (Yvelines) à 1,6 km. La superficie du terrain est de 9 817 m<sup>2</sup> pour une superficie de bâti de 3 700 m<sup>2</sup>. Les installations présentes à proximité sont, une entreprise d'impression sur emballages FRANCE FLEXO à l'Ouest sur la parcelle n°37, un restaurant LA DISTILLERIE à l'Est sur la parcelle n°100, la base logistique d'INTERMARCHE au Nord sur la parcelle n°35, des terrains agricoles cultivés de l'autre côté de la RD 17 et de la RN 191 au Nord-Est, un terrain agricole cultivé sur la parcelle n°38 et une entreprise agroalimentaire REALDYME (ID-FOOD) sur la parcelle n°26 au Sud, une société agricole privée sur la parcelle n°45 et une société agricole de stockage de pommes de terre LA GARANCE sur la parcelle n°114 au Sud-Est. L'installation emploie 43 personnes.

En 2008, le groupe PANAVI est racheté par le groupe VANDEMOORTELE un grand groupe européen de l'agroalimentaire.

### **1.3 Présentation de la demande**

Les niveaux d'activité du site ont progressivement augmenté ces dernières années, et les niveaux seuils de l'enregistrement sont désormais dépassés. De plus, suite à l'évolution de la réglementation des fluides frigorigènes et l'interdiction prochaine de l'utilisation du fluide frigorigène R22, la société a étendu en 2009 ses installations frigorifiques fonctionnant avec de l'ammoniac comme fluide frigorigène faisant dépasser les quantités d'ammoniac employées au-dessus du seuil d'autorisation.

L'activité exercée comporte les étapes suivantes :

- Réception des matières premières et emballages (la farine arrive en vrac)
- Stockage des matières premières et emballages
- Dosage et pré-mélange des matières premières
- Pétrissage
- Découpe et moulage du pâton
- Repos des pâtons
- Façonnage
- Surgélation
- Conditionnement
- Stockage
- Expédition

## **1.4 Cadre administratif de l'instruction**

La société PANAVI exploite une unité de production de pains crus surgelés sous le régime de la déclaration, récépissé n°2003/011 du 19/02/2003.

Dans le cadre de l'augmentation de son activité et de l'emploi d'ammoniac, la société PANAVI a déposé un dossier de demande d'autorisation conformément à l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement.

## **1.5 Maîtrise d'urbanisation**

L'étude de dangers jointe au dossier de demande d'autorisation d'exploiter indique que les effets associés aux phénomènes dangereux susceptibles de se produire (incendie généralisé du bâtiment) sortent des limites de propriété du site.

L'exploitant devra réaliser les mesures nécessaires pour la maîtrise de l'urbanisation pour les zones d'effets sortant des limites de propriété, notamment avec la signature d'une convention de servitudes avec le propriétaire des terrains et ouvrages concernés établissant les restrictions d'usage correspondantes, sous un délai de 3 mois.

# **2 PROCEDURE D'INSTRUCTION**

## **2.1 Avis de l'autorité environnementale**

L'autorité environnementale a émis le 29/06/2014 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. Cet avis de l'autorité environnementale a conclu que :

Le contenu de l'étude d'impact et de l'étude des dangers est globalement en relation avec l'importance des effets et des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement. Toutefois, certains enjeux auraient mérité d'être mieux traités, notamment :

- l'impact sur les eaux souterraines (analyse des effets des effluents infiltrés et les mesures mises en œuvre pour préserver l'environnement ainsi que la compatibilité de la gestion des eaux avec le SDAGE Seine-Normandie) ;
- les conséquences d'un incendie (mesures de confinement des eaux d'extinction et maîtrise de l'urbanisation). A ce propos, l'autorité environnementale recommande au porteur de projet de se rapprocher de la collectivité afin de s'assurer de la maîtrise de l'urbanisation dans les zones où les effets thermiques, suite à un incendie, sortent des limites de propriété (terrains agricoles voisins).

Pour les autres impacts, au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'étude présente de manière détaillée les mesures pour supprimer et réduire les incidences du projet. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels du projet.

## **2.2 Enquête publique**

L'enquête public s'est déroulée du 15 septembre 2014 au 16 octobre 2014 inclus. Aucune observations n'a été enregistrée.

## **2.3 Avis du commissaire enquêteur**

Dans son rapport du 14 novembre 2014, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter déposée par la société PANAVI S.A.S considérant que :

- ce projet a été normalement porté à la connaissance du public par affichage dans les cinq communes concernées par l'enquête ainsi que sur le site concerné, par insertion dans deux journaux pour le département d'Eure-et-Loir, et quatre journaux pour la région Île-de-France (départements de l'Essonne et des Yvelines)
- l'enquête publique a été réalisée dans les formes prescrites par les textes en vigueur (Code de l'Environnement) et qu'elle s'est déroulée dans de bonnes conditions matérielles,
- le dossier mis à disposition du public pendant toute la durée de l'enquête comporte toutes les informations relatives au projet,
- son contenu détaillé et argumenté notamment les études d'impact et de dangers, fournit de nombreux renseignements sur le site d'exploitation et que l'ensemble des mesures prévues par le demandeur est de nature à maîtriser l'impact sur le milieu naturel notamment en matière de risque de pollution des eaux souterraines et de conséquences d'un incendie ou d'une fuite accidentelle d'ammoniac,
- les enjeux environnementaux ont été correctement identifiés dans le dossier de demande d'autorisation présenté par le demandeur,
- les résumés non techniques de l'étude d'impact et de l'étude de dangers abordent l'ensemble des enjeux identifiés et permettent de faciliter la prise de connaissance des informations par le public,

Relevant :

- qu'aucune personne ne s'est manifestée au cours de l'enquête qui couvrait cinq communes, qu'aucune observation n'a été portée sur le registre d'enquête,
- que lors de ma rencontre avec le responsable du site, celui-ci m'a présenté la société PANAVI, m'a fait visiter l'ensemble des installations et m'a expliqué le fonctionnement de l'établissement,
- qu'un exemplaire du procès-verbal de synthèse de l'enquête a été remis au demandeur la société PANAVI,
- que l'avis de l'autorité environnementale sur ce projet était joint au dossier mis à la disposition du public.

## **2.4 Avis des conseils municipaux**

À la date du présent rapport, l'avis des conseils municipaux des communes de Garancières-en-Beauce (Eure-et-Loir), Allainville (Yvelines), Châtignonville (Essonne), Authon-la-plaine (Essonne) et Saint-Escobille (Essonne) n'a pas été communiqué à l'inspection des installations classées.

## **2.5 Avis des services consultés**

### **2.5.1 Avis de l'Agence Régional de Santé**

Par courrier du 12 juin 2014, l'agence régional de santé d'Eure-et-Loir a émis un avis favorable au dossier avec les remarques et réserves suivantes :

- L'étude des risques sanitaires répond au principe de proportionnalité au regard des incidences prévisibles pour la santé des populations ;
- L'autorisation de rejets des eaux usées par puisard sera soumise à l'avis préalable d'un hydrogéologue afin d'évaluer notamment l'impact sur la qualité des eaux souterraines ;
- Le site est localisé hors périmètre de protection de captage AEP.

### **2.5.2 Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours**

Par courrier du 5 août 2014, le Service Départemental d'Incendie et de Secours d'Eure-et-Loir a émis un avis favorable au dossier sous réserve de la prise en compte des remarques ci-dessous :

- Assurer la défense extérieure contre l'incendie par des points d'eau utilisables par les sapeurs pompiers, qui assureront pendant 2 heures un débit simultané de 180 m<sup>3</sup>/heure, soit un volume disponible en permanence de 360 m<sup>3</sup>/heure, à moins de 200 m du bâtiment. Ce volume devra exclusivement être dédié à l'utilisation par les véhicules des sapeurs-pompiers. La défense extérieure contre l'incendie peut être assurée à la fois par des poteaux d'incendie et des réserves suivant les prescriptions techniques reprises dans le projet d'arrêté.
- Les points d'eau devront être judicieusement répartis et facilement accessibles. Ceux-ci devront être implantés à une distance minimale des bâtiments à défendre permettant l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie en dehors des zones d'effet du sinistre (effondrement et rayonnement thermique notamment). Ils doivent être signalés soit par une plaque indicatrice, soit par un disque avec flèche ou soit par une pancarte spéciale.

### **2.5.3 Avis du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile**

Avis favorable

### **2.5.4 Avis de la Direction Départementale des Territoires**

Avis favorable

## **3 MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE**

Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par le pétitionnaire, les impacts prévisibles de l'installation sur l'environnement et les mesures envisagées pour les limiter sont les suivants :

### **3.1 Impact sur l'eau**

Les prélèvements d'eau sont effectués à partir du réseau d'adduction publique. La consommation annuelle s'élève à 28 100 m<sup>3</sup>, l'eau prélevée étant destinée à un usage domestique, à la confection des produits, au condenseur évaporatif de l'installation frigorifique NH3 et au lavage des installations.

Le site est à l'origine des rejets d'eaux suivants :

- eaux usées domestiques
- eaux usées industrielles
- eaux pluviales

Sur le site, les réseaux sont séparatifs. Les réseaux d'effluents industriels et d'eaux usées domestique se rejoignent en façade ouest du bâtiment et sont dirigées vers le pré-traitement et la station d'épuration de PANAVI, située au sud-ouest du site.

Les eaux pluviales sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures.

Après épuration les eaux sont rejetées dans un bassin d'infiltration.

L'exploitant doit remettre à l'inspection des installations classées une note sur le fonctionnement actuel de sa station d'épuration, accompagnée des résultats d'analyses de l'année 2014 et 2015, sous un délai de 3 mois.

L'exploitant doit remettre à l'inspection des installations classées une analyse de la compatibilité des solutions techniques mises en place pour pallier à la saturation du bassin d'infiltration des eaux résiduelles issues de la station d'épuration du site avec le SDAGE Seine-Normandie et le SAGE Nappe de Beauce en demandant notamment l'avis d'un hydrogéologue, sous un délai de 6 mois.

Les valeurs limites d'émission fixées à l'article 4.3.9 du projet d'arrêté préfectoral sont celles de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toutes nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

### **3.2 Impact sur l'air**

L'installation a pour principale matière première la farine. Des émissions de poussières peuvent être observées :

- à l'ensilage : la farine est dépotée pneumatiquement
- à l'utilisation de la farine sur l'ensemble du process.

Le circuit de transport pneumatique de la farine est équipé de filtres au niveau du dépresseur. Les silos de farine sont également équipés de système de filtration des poussières en partie haute. Ce dispositif permet un rejet d'air épuré à l'atmosphère.

Dans les locaux de production, des poussières de farine émises à l'utilisation tombent au sol. Elles sont régulièrement nettoyées par balayage puis passage d'une auto-laveuse.

### **3.3 Impact sur les sols**

Pour limiter l'impact de l'usine sur le sol, les dispositions suivantes ont été prises :

- Les sols de l'usine sont imperméabilisés
- Les produits nocifs pour l'environnement sont stockés sur des cuves de rétentions étanches
- Il n'existe pas de stockage d'hydrocarbures
- Les sols extérieurs, parkings et voies de circulations sont rendus étanches

### **3.4 Impact lié au bruit**

Les émissions sonores du site sont liées aux compresseurs frigorifiques, au condensateur évaporatif, au dépresseur proche des silos, aux compresseurs d'air, aux machines de fabrication, au surpresseur des camions de livraison de farine et au trafic routier.

Une mesure acoustique a été réalisée dans le cadre du dossier de demande d'autorisation d'exploiter en octobre 2011. Les résultats obtenus montrent que les niveaux de bruit maximum fixés par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits dans l'environnement par les installations classées sont respectés en limite de propriété en périodes diurne et nocturne. Il n'y a pas de zone à émergence réglementée à proximité du site de PANAVI.

### **3.5 Gestion des déchets**

Les principaux déchets générés par le fonctionnement de l'établissement sont les suivants :

- les boues de la station d'épuration internes
- des déchets industriels banals (cartons, palettes, emballages...)
- des déchets organiques (déchets de pâte)

L'ensemble des déchets produits par le site est soit valorisé lorsque cela est possible soit éliminé vers des filières dûment autorisées.

### **3.6 Transports**

L'activité de la société PANA VI occasionne une circulation journalière sur le site et sur les axes routiers proches de :

- une cinquantaine de véhicules légers au maximum sur 24h
- 13 poids-lourds au maximum

Les polluants contenus dans les gaz d'échappement émis à l'atmosphère par les véhicules entrants et sortants du site participent à la pollution déjà générée par les infrastructures routières proches.

### **3.7 Risque Légionellose**

La société PANA VI exploite un condensateur évaporatif de type circuit primaire fermé pour la production de froid. Il se situe en toiture de la salle des machines frigorifiques. Il évacue de la chaleur en pulvérisant l'eau en fines gouttelettes dans un flux d'air circulant à contre-courant grâce à un ventilateur. Ce sont des sources de contamination possibles des populations avoisinantes par voie aérienne.

La société PANA VI a mis en place les actions suivantes :

- Un traitement à l'ozone de l'eau des circuits de refroidissement de PANA VI est réalisé, afin d'éviter tout risque de contamination du voisinage ;
- Surveillance des indicateurs physico-chimiques réalisée en interne par le personnel de maintenance ;
- L'eau provenant de la tour aéroréfrigérante est prélevée pour analyses une fois tous les deux mois par un laboratoire accrédité COFRAC : BIO ALPA ;
- Une formation au risque Légionella est dispensée par la société DEKRA ;
- PANA VI a réalisé en collaboration avec le bureau de contrôle externe NORISKO Environnement, une analyse méthodique des risques de développement de légionelles dans son installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air.

### **3.8 Conditions de remise en état du site**

En cas de cessation d'activité, l'exploitant indique que les dispositions suivantes seront notamment mises en œuvre :

- Vidanges de tous les dispositifs de stockage (silos, cuves, bennes déchets...) ;
- Vidange de l'installation frigorifique ;
- Retrait de toutes substances potentiellement polluantes du site (huiles usagées, produits d'entretien, déchets...) ;
- Maintien en état des structures et mise en œuvre de dispositifs évitant toutes intrusions ;
- Surveillance périodique du site.

Le site est à vocation industrielle, après cessation d'activité cette vocation industrielle sera conservée.

### **3.9 Risques**

L'étude de dangers incluse dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter indique que les principaux risques liés aux activités du site sont le risque d'incendie, le risque d'explosion et le risque chimique (intoxication, pollution accidentelle...). L'étude de dangers mentionne que les zones d'effets thermiques liées au scénario d'incendie dépassent les limites du site.

Un certain nombre de dispositions est mis en place pour prévenir ces risques tant au niveau technique (murs et portes coupe-feu au niveau des bâtiments abritant les installations, détection incendie, dispositifs de désenfumage) qu'au niveau organisationnel (permis de feu, consignes de sécurité, formation du personnel...).

Concernant la ressource en eau, l'étude de dangers indique que le site dispose de 5 poteaux incendie implantés dans la zone d'activités de la Haute Epine.

#### **4 AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR**

Les dispositions détaillées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter relatif à la régularisation des activités exercées par la société PANAVI intègrent les précautions nécessaires à la protection de l'environnement et à la sécurité des biens et des personnes, liées aux incidents prévisibles des installations.

Des mesures compensatoires ont été ou seront mises en place par le pétitionnaire afin de limiter les nuisances et les risques générés par l'installation. L'ensemble de ces mesures ainsi que les observations et demandes formulées au cours de la consultation administrative sont repris dans le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe du présent rapport.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées considère que le pétitionnaire a prévu les mesures compensatoires nécessaires afin de limiter les risques et d'en maîtriser les conséquences.

#### **5 CONCLUSION ET PROPOSITIONS**

Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, des avis formulés et des réponses du demandeur, l'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers et de limiter les risques lors de l'exploitation des installations par la société PANAVI sur son site d'implantation de Garancières-en-Beauce.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet d'EURE-ET-LOIR d'autoriser les activités prévues par le demandeur sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R 512-25 du Code de l'Environnement, le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques doit être consulté sur ce projet.